

CTL du 21/02/2013 - LIMINAIRE

Le Syndicat **F.O.-DGFIP** constate sans surprise que le gouvernement n'a pas mis fin aux principes destructeurs de la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP), puisque sous un autre vocable, la Modernisation de l'Action Publique (MAP), il poursuit une politique identique ayant comme conséquence de réduire l'action du service public en lui ôtant ses moyens tant humains que financiers.

Le Syndicat **F.O.-DGFIP** condamne les suppressions d'emplois qui se poursuivent et la réduction des crédits budgétaires qui amplifient la dégradation des conditions de travail des personnels. Les agents des Finances Publiques subissent quotidiennement les conséquences dramatiques de cette politique dans leur vie professionnelle et l'exercice de leurs missions.

Lors du CTL emploi les agents du département en écho avec la grève du 27 novembre 2012 se sont mobilisés massivement pour rejeter cette politique. Nous pensions ce 21 février être conviés à un CTL budget. Il ne nous a pas encore été présenté mais d'ores et déjà nous sommes inquiets de sa teneur. En effet le journal les échos du 18/02/2013 titre « la pression s'accroît encore sur les budgets des ministères ». On y parle de 4 à 5 milliards d'euros à redéployer par rapport à la loi de programmation 2013-2015 déjà fort décriée. Plus que jamais les agents du département vont être confrontés quotidiennement aux conséquences de ces coupes budgétaires, qui impactent déjà leurs conditions de travail.

Au sein de la DGFIP, le Syndicat **F.O.-DGFIP** combat cette logique qui ne correspond ni aux enjeux que l'État doit aujourd'hui relever en matière financière et fiscale, ni aux attentes de la population qui souhaite davantage de service public de proximité en cette période où s'aggrave la crise économique et sociale. Le Syndicat **F.O.-DGFIP** soutient ainsi que la DGFIP exerce des missions prioritaires et essentielles à l'ensemble de la collectivité nationale.

Nous réaffirmons l'importance du rôle du réseau déconcentré de notre administration au plus près des citoyens de notre département. Les rumeurs plus ou moins démenties de fermetures de postes, de regroupements de structures se nourrissent de cette logique abondamment illustrée nationalement et déjà mise en œuvre dans de nombreux ministères. Les élus eux mêmes s'inquiètent et véhiculent ces rumeurs.

De même, l'afflux de contribuables et d'usagers aux guichets des Centres des Finances Publiques confirme la pertinence de l'analyse déjà ancienne de Force Ouvrière : regrouper sur un même site tous les problèmes de contentieux liés à l'assiette et au recouvrement sans donner les moyens humains ne pouvait aboutir qu'à augmenter d'une part les incivilités et l'agressivité de contribuables mécontents et d'autre part le stress des personnels concernés.

Le site de la côte vermeille, en est le parfait exemple. Il concentre tous les problèmes (fréquentation, incivilité , insécurité, stress.....) que dénonçait dès la fusion FODGFIP 66. Il est regrettable que la seule solution proposée par la Direction pour remédier aux difficultés croissantes à assurer le fonctionnement du site en toute sécurité soit le point 3 de l'ordre du jour.

Le Syndicat **F.O.-DGFIP** dès à présent récuse la démarche stratégique, prétexte aux futures suppressions d'emplois, à la réduction du réseau et à la restructuration des missions financières comme fiscales. Dans un environnement marqué par l'Acte III de la décentralisation que combat Force Ouvrière, par l'état désastreux du réseau et celui de l'exercice des missions de la DGFIP, la Direction Générale choisit aujourd'hui de mettre en œuvre les préconisations de la Cour des Comptes. Pour cela, elle déclare la fusion achevée alors que trop de dossiers sont en cours ou restent en attente et lance une démarche catastrophique porteuse de tous les dangers dont le Syndicat **F.O.-DGFIP** exige l'arrêt de toute urgence dans l'intérêt des personnels et des missions.

FO-DGFIP 66 est allé à la rencontre des agents pour expliquer dans le contexte actuel, les enjeux, les dangers, de cette démarche. Nous avons alerté les personnels sur la campagne médiatique qui s'engage à nouveau pour préparer l'opinion publique à une nouvelle réforme de l'état. Réforme où, une fois encore, les salariés seront les seuls à être sacrifiés.

En retour, le constat est sans appel : les agents ne font plus confiance à ces démarches qu'elles s'appellent stratégiques ,EDD, GEM et qui ne sont que prétexte à alimenter un dialogue social moribond. Le point 1 de l'ordre du jour en est la démonstration : lancés à grand renfort de publicité dans notre département, les EDD n'ont suscité qu'un intérêt modéré et à l'arrivée les quelques personnels participants ont trouvé bien peu de réponses à leurs questions et à leurs attentes.

Plus que jamais FO-DGFIP66 reste mobilisé dans l'attente des futures annonces ministérielles.